

Je suis heureux d'être parmi vous, ici, dans cette île magnifique et ensoleillée, pour vous entretenir de ce phénomène global et cyclique qu'est le nationalisme économique. Les banquiers et les gens d'affaires ont certaines préférences nationales quant à la façon de conduire les affaires. Premièrement, ils veulent que le gouvernement intervienne le moins possible. Deuxièmement, ils veulent que les règles qu'ils doivent observer soient les mêmes dans l'ensemble de leur secteur général d'activité. Troisièmement, ils veulent que ces règles soient logiques, prévisibles et ne soient pas constamment modifiées.

Malheureusement, ces conditions ne sont remplies que jusqu'à un certain point à l'échelle nationale. Quiconque s'aventure dans le monde du commerce et des investissements internationaux se heurte à une multitude de variations au niveau des règles, des barèmes fiscaux, des interdictions et des particularités locales. Et dans de nombreux pays, à l'heure actuelle, des problèmes de solvabilité viennent s'y ajouter.

Malgré la myriade de conditions, le commerce et les investissements internationaux ont progressé à un rythme phénoménal depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, favorisant ainsi l'augmentation du niveau de vie de tous les participants et l'émergence de marchés d'exportation qui jouent un rôle important dans les économies des pays industrialisés.

Le secteur bancaire a bien servi cet essor et a fait preuve d'une capacité étonnante de s'adapter à des circonstances changeantes.

Les banquiers ont compris que, dans un monde d'États-nations, le nationalisme tant politique qu'économique est inévitable. Tous les pays prennent des mesures pour protéger ce qu'ils perçoivent comme étant leurs intérêts économiques essentiels, et pour préserver leur indépendance politique et culturelle.

Du strict point de vue de l'efficacité des entreprises, le meilleur système consisterait en des mouvements de biens et de capitaux entièrement libres et qui ne seraient restreints par aucune frontière politique, ni par aucun autre facteur politique.

L'expérience nous montre qu'il s'agit là d'une utopie. Que les gouvernements soient démocratiquement élus ou qu'ils soient plus autoritaires, ils partagent tous la conviction que leur responsabilité première est de défendre les intérêts des personnes qu'ils représentent plutôt que ceux de la communauté internationale. Ils établissent donc des règles et des conditions qui répondent aux besoins de leur pays et qui peuvent différer de celles qui existent ailleurs.